



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 13/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PPG**

**IMMEUBLE UNION**  
1-3 rue de l'Union square  
92500 Rueil-Malmaison

Références : 0088-2026  
Code AIOT : 0007000499

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement PPG implanté ZI DE RUITZ 350 Avenue Charles Pecqueur BP 83 62620 Barlin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre des suites de l'accident survenu le 22 octobre 2025. Il s'agit d'un rejet d'eau industrielle dans le réseau d'eau pluviale vers l'extérieur du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PPG
- ZI DE RUITZ 350 Avenue Charles Pecqueur BP 83 62620 Barlin
- Code AIOT : 0007000499

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fabrique des peintures acryliques et solvantées pour des applications diverses (bâtiment, automobile, industrie ou encore aéronautique) et conditionne des produits de traitement de bois. Elle emploie 140 personnes sur le site avec une production d'environ 40 000 t par an dont 20 % de produits solvantés.

Les installations disposent d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 17 avril 1980 modifié. Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 4331 : liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 ;
- 2640 : Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels.

Des travaux de réhabilitation sont en cours sur le bâtiment situé au Sud du site pour accueillir un atelier de fabrication de nouveaux produits.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réseau d'eaux pluviales	AP Complémentaire du 23/11/2023, article 4.4.11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Stockage des déchets	AP Complémentaire du 23/11/2023, article 5.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification d'accident	AP Complémentaire du 23/11/2023, article 2.5.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêt de la station de traitement suite à l'accident du 22 octobre 2025 pendant une période de deux mois a entraîné un stockage important d'eau de lavage dans des IBCs, notamment en dehors des aires de stockage prévues, sur et à proximité des aires de circulation. Compte-tenu du risque induit de pollution en cas d'épandage et de la limitation d'accès des véhicules d'intervention en cas d'accident, il apparaît nécessaire de procéder à l'évacuation rapide des IBCs stockés en dehors des

aires prévues. Un projet d'arrêté préfectoral est joint en annexe.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Notification d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2023, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Notification d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'Inspection des installations classées.  <b>A compter du 01/01/2026</b> La déclaration et le rapport mentionnés ci-avant sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a télédéclaré l'incident le 23/10/2025 sous la référence SP2-DIAIC-251023-4MtQAL. Compte-tenu de la nature de l'incident (rejet dans les eaux pluviales avec impact hors site), un rapport d'incident a été demandé par l'Inspection. L'exploitant a transmis ce rapport le 05/12/2025. Le BARPI a requalifié l'événement en "Accident" le 22/01/2026, en lien avec le critère "quantité de matières dangereuses ou polluantes impliquées", non pris en compte au moment de la déclaration. Il apparaît que le déversement est lié à la montée en charge de la station de traitement du site conjugée à une interconnexion des réseaux d'eaux industrielles et d'eaux pluviales. Les premières actions ont consisté à: <ul style="list-style-type: none"><li>• isoler le réseau concerné;</li><li>• stopper le rejet de la station de traitement et mettre en place un pompage pour stockage des eaux de la station en IBC;</li><li>• contacter la SAUR, en charge de l'exploitation des réseaux communaux, pour proposer son appui technique et/ou financier en cas de nécessité d'intervention hors site;</li><li>• surveiller visuellement le rejet d'eau pluviale jusqu'à l'intervention sur les réseaux (couleur</li></ul>

blanche).

Suite à l'événement, l'exploitant a mis en œuvre les actions suivantes:

- nettoyage et vérification de l'ensemble des réseaux et mise à jour des plans;
- suppression de l'interconnexion entre les réseaux;
- révision des procédures opérationnelles d'exploitation (surveillance de la station de traitement notamment le phénomène de floculation lié aux produits "Façade");
- relancer la SAUR, qui n'a pas répondu à la proposition émise lors de l'accident.

Concernant la procédure de surveillance de la station, l'exploitant précise qu'il s'agit d'un contrôle visuel quotidien d'un regard situé à proximité de la station, laissé ouvert et sécurisé. Toutefois, aucune procédure ni suivi ne sont formalisés.

Le regard a été vu lors de la visite d'inspection.

Post-inspection: par courriel du 13/02/2026, l'exploitant a fourni la procédure HSE-E2-004-A15 relative au contrôle du réseau d'arrivée des eaux industrielles vers la station interne. Les contrôles sont tracés au sein d'un registre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Réseau d'eaux pluviales

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/11/2023, article 4.4.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales polluées

### **Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

### **Constats :**

L'événement est notamment lié à une connexion entre les réseaux d'eau industrielle et d'eau pluviale.

L'ensemble des réseaux a été nettoyé, vérifié et remis en conformité.

La mise à jour des plans est en cours.

Les réseaux d'eau industrielle et d'eau pluviale sont désormais séparés : la visite d'inspection a permis de constater par contrôle visuel la séparation physique au niveau de l'interconnexion mise en cause, par la pose d'un bouchon en béton sur le réseau d'eau industrielle (cette partie du réseau n'est plus utilisée).

Post-inspection: par courriel du 13/02/2026, l'exploitant a fourni le plan à jour des réseaux.

**Observation n°1:** la date de modification du plan n'est pas reportée.

**Observation n°2:** l'inspection se questionne sur l'absence de matérialisation de la portion de réseau d'eau industrielle jusqu'au bouchon en ciment installé suite à l'accident.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<b><i>Demande n°1: l'exploitant confirmera la bonne mise à jour du plan des réseaux et indiquera la date de modification sur ce dernier.</i></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2023, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoritiques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoritiques souillées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection, la présence d'IBCs contenant des eaux de lavage à destination de la station de traitement interne a été constatée en dehors de la zone de stockage de déchets prévue à cet effet.</p> <p>Il s'agit d'IBCs accumulés lors de l'arrêt de la station de traitement suite à l'accident. La quantité stockée en dehors de l'aire de stockage des déchets est évaluée à 800 IBCs. La capacité de la zone de stockage est estimée à 400 IBCs dont 200 IBCs d'eau de lavage.</p> <p>L'exploitant indique être en capacité de traiter 20 à 30 IBCs par semaine dans la station interne. Compte-tenu du volume stocké, il apparaît nécessaire d'envisager une autre filière de traitement afin de revenir rapidement à une situation normale et maîtriser le risque de pollution.</p> <p>En cas d'épandage, les eaux de lavage contenues pourraient être entraînées sur des zones non imperméabilisées, pénétrer dans les sols et rejoindre la nappe d'eau souterraine, ou être dirigées vers le réseau d'eau pluviale et rejoindre l'extérieur du site (cf accident du 22 octobre 2025). Par ailleurs, le stockage sur ou à proximité des voies de circulation entraîne un risque accru de collision avec un engin roulant (chariot, véhicule...) et pourrait potentiellement ralentir ou limiter la circulation des véhicules d'intervention en cas d'accident (incendie, fuite etc...).</p> <p><b>Post-inspection:</b> l'exploitant fournit à l'Inspection un plan d'actions relatif à l'évacuation des IBCs accompagné des mesures compensatoires comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à partir du 02/02: Mesure quotidienne des quantités retraitées et point technique visant à identifier rapidement les points bloquants;</li> <li>- à partir du 05/02: Détermination des pistes d'amélioration pour le traitement des effluents en station (affinement réglage / qualité effluent, vitesse de traitement / % réactifs);</li> </ul>

- à partir du 16/02: Remise en service du décanteur 2 -> Gain de 20% sur le traitement des effluents en station;
- à partir du 02/03: Passage en 2x8 de l'exploitation de la station -> Retraitement de 20 IBCs d'effluents par jour ;
- sécurisation des zones de stockages des IBCs sur site (espacement des IBCs pour éviter tout incident à la manipulation), maintien de la surveillance renforcée quotidienne permettant de s'assurer de l'état de performance de la station et du traitement des éventuels point bloquants dans les plus brefs délais.

Avec la mise en œuvre du plan d'actions, l'exploitant envisage un retour à une situation normale pour la fin du mois d'avril.

Compte-tenu du non-respect des conditions de stockage et des risques induits, un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé en annexe.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

***Demande n°2: L'exploitant évacuera les déchets situés en dehors des aires de stockage prévues vers la station de traitement ou les filières adaptées dans les plus brefs délais et informera l'Inspection de l'avancée de la situation. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé en annexe.***

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois